

faveur des Kurdes, vu que les Américains voulaient conclure la guerre d'une façon ordonnée dans le contexte militaire et passer outre aux ramifications politiques plus vastes. On aurait pu penser que le gouvernement allait écouter l'opinion publique américaine, qui avait toujours réclamé le rapatriement de ses soldats au foyer.

Ce qui s'est passé, en fait, c'est que le gouvernement a été assailli par l'opinion américaine qui, réagissant aux images évocatrices diffusées sur les Kurdes, a forcé ses dirigeants à adopter une position qu'ils n'avaient aucunement l'intention de prendre. Je me balance pas mal des termes employés pour décrire la situation, et peu m'importe qu'ils soient d'origine britannique ou américaine, mais quand on parle de sanctuaires, ou d'enclaves, ou que l'on utilise d'autres expressions tout aussi euphémiques, on parle bel et bien en fait d'intervention dans les affaires internes de l'Irak.

**Bryans :** Quelle sera l'influence des ventes d'armes à court et à moyen terme, et que dire de l'argument voulant que les peuples se procurent des armes parce qu'ils se sentent menacés et qu'ils veulent faire la guerre ?

**Heller :** Je me trompe peut-être, mais je n'ai souvenir d'aucun cas où quelqu'un a dû acheter des armes dont il ne voulait pas, où le fournisseur a forcé son interlocuteur à acheter ses fusils en le menaçant de mort s'il n'acceptait pas de le faire. Il est vrai que le commerce des armes repose sur la demande. Cela ne signifie pas, toutefois, que certains fournisseurs, pour ne pas dire la plupart, n'ont pas favorisé la demande ou qu'ils n'ont pas fait en sorte qu'il soit plus facile d'y répondre que cela n'aurait été le cas autrement, aux seules fins de faire progresser leurs propres intérêts stratégiques ou commerciaux. Depuis la fin de la Guerre froide, les intérêts stratégiques sont allés en diminuant, à mon avis. Il reste sans doute encore quelques inconditionnels dans la Stavka de l'Armée rouge ou au KGB, ou encore au Département d'État, mais dans l'ensemble, personne ne pense plus vraiment pouvoir acquérir une influence politique durable en procédant à des transferts d'armes.

À vrai dire, les intérêts commerciaux ont grandi au cours des dernières années et ils pourraient croître encore davantage, si jamais le Traité sur les FCE (Forces conventionnelles en Europe) est mis en oeuvre. Par conséquent, la plupart des pays exportateurs d'armes subiront de fortes pressions commerciales qui les inciteront à répondre à la demande engendrée par les conflits régionaux et, en particulier, à la demande réelle créée par les fonds existants. Bien sûr, c'est au Moyen-Orient que celle-ci est la plus grande, bien que les prix du pétrole pratiqués au cours des deux ou trois dernières années aient engendré certaines restrictions. Mais ce ne sera sans doute pas là un obstacle insurmontable, si les pays de la région savent faire preuve d'imagination pour conclure les arrangements financiers nécessaires. Par conséquent, quiconque pense pouvoir modifier sensiblement les choses en misant sur un fléchissement de la demande se berce d'illusions, purement et simplement. La seule façon d'exercer une influence quelconque dans ce contexte, c'est d'amener les fournisseurs à changer d'attitude.

**Stein :** M. Heller a employé des termes beaucoup trop dilués pour exposer le problème. La demande est énorme et durable, et elle se manifeste sur deux plans. D'une part, les gouvernements se croient menacés les uns par les autres, et cela ne changera pas dans l'avenir prévisible. Mais ce n'est pas là le seul moteur du commerce des armes. Il se rapporte aussi à toutes les autres questions dont nous venons de parler, notamment au fait que l'État lutte contre la société, ce qui constitue le motif caché d'une bonne partie du commerce des armes.

Et qu'observe-t-on du côté de l'offre ? Si nous supposons que la transition en Union soviétique s'opère dans l'optimisme et que la fragmentation est limitée plutôt que répandue, la principale source de devises fortes pour le pays, dans l'avenir prévisible, résidera dans la liquidation de produits visés par le Traité sur les FCE, produits désormais inutiles. Et le principal débouché sera les régions comme le Moyen-Orient où il existe une demande persistante. L'URSS possède des diamants, du pétrole et des chars de combat d'occasion.

La vente d'armes au Moyen-Orient comporte un avantage en soi pour l'Occident. Saddam Hussein n'est pas l'oeuvre de l'Union soviétique, malgré tout ce que l'on a pu dire à ce sujet dans les capitales occidentales. Une bonne partie de son arsenal, dont les éléments les plus mortels, et une bonne partie de ce qui lui a conféré une capacité militaire de taille lui provenait de l'Allemagne et de la France, et c'était l'Arabie saoudite qui payait. Cette dynamique va se poursuivre.

Pour ce qui est de produire des résultats politiques au Moyen-Orient, les États-Unis ne sont pas mieux nantis que dans le passé, en dépit de tout ce que l'on dit à l'effet contraire. Dans la mesure où ce pays conservera un rôle dans cette partie du monde, les ventes militaires continueront de représenter un de ses principaux instru-

économiques. L'économie de la France et de la Grande-Bretagne repose sur les ventes d'armes au Moyen-Orient ; celui-ci absorbe environ 60 p. 100 de toutes les armes importées par le tiers-monde. La demande est à l'origine du phénomène. Je m'explique : les courses aux armements ne causent pas les guerres, elles sont les symptômes de conflits. Tant que subsisteront les causes profondes provoquant les achats d'armes, tous ceux qui en voudront passeront par le marché noir. Ils recourront à tous les moyens nécessaires pour violer les accords de limitation des armements, même s'il est possible d'en conclure.

**Hunter :** Un mot en passant sur la nature des gouvernements au Moyen-Orient. La plupart des pays de la région sont, sous une forme ou sous une autre, dirigés par des régimes militaires. Et ceux-ci se perpétuent indéfiniment. Les conflits ne sont donc pas les seuls motifs des achats d'armes, et l'on ne peut pas dire que le phénomène n'a rien à voir avec la croissance d'immenses appareils et structures militaires. Quand on y regarde de près, la Turquie et l'Égypte sont en fait des gouvernements militaires ; les militaires y décident du cours des choses. Même chose en Syrie.

Fondamentalement, l'influence des États-Unis et d'autres gouvernements s'exerce via les militaires, et il leur faut garantir la satisfaction de leurs clients. La Turquie veut se doter de son propre complexe militaro-industriel, et elle définit ses relations avec les États-Unis et la santé de ces dernières d'après la volonté des Américains de lui donner les armes perfectionnées qu'elle demande. L'Égypte veut d'autres armes. Et, de toute évidence, si elle les obtient, il se produira une réaction en chaîne, et d'autres pays vont également s'en procurer. La militarisation de nombreux régimes du tiers-monde résulte de la course aux armements.

**Bryans :** Je change de sujet encore une fois. Nous avons publié un article rédigé par l'un de vous dans l'avant-dernier numéro de *Paix et Sécurité* ; il portait sur les événements ayant abouti à la guerre du Golfe, sur l'ambassadrice April Glaspie et sur son témoignage contradictoire. Je me demande ce que l'histoire révisionniste a maintenant à dire au sujet de qui a fait quoi et à qui.

**Heller :** Le compte rendu que les diplomates font à leur ministère des Affaires étrangères ne correspond pas toujours nécessairement à ce qu'ils ont effectivement dit au moment en question. C'est une reconstruction *post facto* d'une conversation antérieure. L'analyse originale (de la conversation que M<sup>me</sup> Glaspie eut avant la guerre avec Saddam Hussein) s'inscrit dans l'ensemble des gestes faits par Washington pendant plusieurs années auparavant pour apaiser le dictateur irakien.

Je crois qu'il s'agit d'un faux argument. Sur un plan plus général, nous assistons, je crois, à une rédaction accélérée de l'Histoire. Normalement, la croyance populaire s'impose d'abord, puis de quatre à six ans plus tard, l'école révisionniste entre en scène et, finalement, quatre ou cinq ans après, on a droit à la synthèse dialectique. Dans ce cas-ci, toutes ces étapes ont eu lieu en six semaines. □

## LA RÉGION DEVRAIT OPTER POUR LE FÉDÉRALISME ... AUTREMENT DES GUERRES ÉCLATERONT DU CAUCASE JUSQU'EN ASIE DU SUD.

ments. Il sera par conséquent impossible d'amener les fournisseurs à conclure un accord efficace, compte tenu de tous ces facteurs. L'avenir n'a rien de rassurant !

**Korany :** Je ne crois pas en la théorie qui avait cours à la fin de la guerre du Golfe au sujet de la limitation des armements dans la région. Les événements me donnent maintenant raison. La fin de la Guerre froide a rendu inutiles d'immenses stocks d'armements ; il faut bien les vendre quelque part. En deuxième lieu, il y a des besoins